

# Cultiver de meilleures villes

AGRICULTURE URBAINE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

2

## L'Agriculture urbaine prend racine

*En janvier 2004, le conseil municipal de Kampala a approuvé un ensemble d'ordonnances légalisant l'agriculture urbaine. Les nouvelles règles régissant l'élevage et la culture témoignent du rôle clé que joue l'agriculture dans la capitale ougandaise.*

Edith Kyeswa se penche au-dessus de l'enclos situé dans son arrière-cour et gratte l'une de ses deux vaches derrière l'oreille. « Je me suis procuré cette vache dans une banque de vaches créée par mon député local, dit M<sup>me</sup> Kyeswa. Les vaches ont été offertes en cadeau aux femmes de Kampala par le président. »

Il est ironique que ces 20 précieuses génisses gravides aient été offertes par une personnalité aussi éminente en 1998, alors que l'élevage était une activité interdite dans cette ville. À Kampala, comme dans beaucoup d'autres villes, il était illégal d'élever du bétail et de cultiver la terre. Mais ici comme ailleurs, les autorités municipales fermaient les yeux. Elles comprenaient que l'agriculture urbaine était une source de nourriture et de revenu pour les citoyens et, plus particulièrement pour les citoyens pauvres. Cette légèreté incurie comportait cependant des pièges. Les producteurs urbains — pour la plupart des femmes — se retrouvaient à la merci des caprices des agents chargés d'assurer le respect de règlements désuets. Ils cultivaient des terres sur lesquelles ils n'avaient à peu près aucun droit et n'avaient pas accès aux nouvelles technologies. Toutefois, les choses allaient bientôt changer. En janvier 2004, le conseil municipal de Kampala a adopté un train d'ordonnances légalisant les activités agricoles dans le territoire de la capitale.

### Une voix pour les agriculteurs

« L'adoption de ces nouvelles ordonnances marque une date importante dans les annales de l'agriculture urbaine », affirme le professeur George Nasinyama, chef du Département de santé publique vétérinaire et de médecine vétérinaire préventive à l'Université Makerere, en Ouganda. M. Nasinyama dirige également une organi-



KUFSALCC: Moses Makoha

L'élevage du bétail est désormais permis à Kampala.

sation sans but lucratif locale, le Comité de coordination de la sécurité alimentaire, de l'agriculture et de l'élevage en milieu urbain de Kampala, le KUFSALCC. Formé en 2004 par une coalition de groupes militant en faveur de l'agriculture urbaine, le KUFSALCC est devenu la voix des agriculteurs urbains du district de la capitale.

« Notre plus grande force provient du vaste éventail de gens que nous avons pu réunir », dit M. Nasinyama. Les membres du KUFSALCC sont issus d'organisations non gouvernementales (ONG), du conseil municipal de Kampala, du ministère de l'Agriculture, de la Production animale et des Pêches, de l'Université Makerere, de l'Organisation nationale de recherches agricoles et du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI).

Certains membres du Comité, telle Margaret Azuba, chargée de l'agriculture urbaine dans le district de Kampala et chef adjointe de l'équipe de recherche du KUFSALCC, ont énormément contribué à sensibiliser les autorités municipales et à les convaincre de la nécessité de modifier les règlements municipaux en matière d'agriculture.

Selon M<sup>me</sup> Azuba, la plupart des détracteurs de l'agriculture urbaine s'inquiètent des effets néfastes de cette activité sur la santé. Malheureusement, insiste-t-elle, peu de gens parlent des avantages tirés de l'agriculture urbaine. Par exemple, une étude financée en 1993 par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) a révélé que les enfants vivant dans des ménages agricoles pauvres présentaient des signes beaucoup moins marqués d'arrêt de croissance — un indice révélateur de malnutrition — que les enfants des ménages pauvres non agricoles.

M<sup>me</sup> Azuba s'est servi de ce genre d'arguments pour convertir plus d'un sceptique. Elle parle notamment d'un médecin de son département qui craignait que les champs des agriculteurs ne soient un terreau propice à la reproduction des moustiques vecteurs du paludisme. Afin de gagner le médecin à sa cause, M<sup>me</sup> Azuba a commencé par l'amener visiter plusieurs agriculteurs, puis l'a convaincu d'animer un atelier sur l'agriculture urbaine à Nairobi, au Kenya.

« Il a été étonné de voir ce qui se passait dans sa ville, dit-elle. Mais après notre retour de Nairobi, et après avoir constaté la recherche effectuée ici et ailleurs, il m'a dit qu'il croyait qu'un changement d'attitude s'imposait à l'égard de ces activités. »

Dans son approche, le KUFALCC a allié les activités de développement, de recherche et de promotion ce qui en a fait un puissant moteur de changement.

« Pour convaincre les autorités, il faut leur démontrer clairement que la culture et l'élevage en milieu urbain sont avantageux », explique Abdelrahan Lubowa, agent de recherche pour le KUFALCC. « La question du bétail errant est une grande source de préoccupation; par conséquent, lorsque les autorités voient qu'il est possible de contrôler ce problème sans interdire pour autant toutes les activités agricoles, elles laissent tomber leur réticence. »

Afin de préparer son argumentaire, le KUFALCC et ses partenaires de recherche ont examiné les moyens de subsistance, les systèmes de production et les débouchés du marché, et ont même envisagé de mettre à profit les écoles comme centres de multiplication des semences et des semis. Ils ont examiné les incidences de l'agriculture urbaine sur la santé, en évaluant notamment les dangers liés à l'élevage du bétail et les risques de maladies transmissibles à l'homme par les animaux, ou zoonoses. Ils se sont également penchés sur la sécurité alimentaire et la nutrition et sur les risques, pour la chaîne alimentaire et la santé humaine, de la présence de contaminants tels les métaux lourds. Plus récemment, ils ont entrepris une étude sur les risques pour la santé que représente l'arrosage des légumes avec des eaux usées, et se sont intéressés en particulier à la bactérie *E.coli* (O157) et à d'autres agents pathogènes parfois mortels.

Le KUFALCC a bénéficié du soutien de plusieurs organisations outre le CRDI, dont l'initiative Urban Harvest du GCRAI, et le Department for International Development du Royaume-Uni.

## Rallier l'appui politique

M. Nasinyama concède que l'existence d'éléments probants, même fondés sur une solide recherche, ne suffit pas toujours pour faire changer les choses. « Pour avoir une influence sur les politiques, il faut rallier l'appui de certains élus », dit-il. Winnie Makumbi, responsable du Développement communautaire, du Bien-être social et du Patrimoine de Kampala, est, selon lui, l'une des championnes de l'agriculture urbaine sur la scène politique. C'est elle qui a encouragé le conseil à soumettre à l'examen public les réformes agricoles d'abord proposées par les autorités municipales en 1998.

« Il serait carrément illogique d'adopter des lois inapplicables dès le point de départ, explique M. Nasinyama. Grâce au soutien de M<sup>me</sup> Makumbi, le KUFALCC a réussi à convaincre le conseil municipal que, pour que les ordonnances portent fruit, il fallait que les parties prenantes contribuent au processus de rédaction. »

La municipalité mit sur pied des ateliers de consultation de toutes les parties prenantes dans chacun des cinq districts de la ville. Les participants — dont des agriculteurs et des représentants de regroupements d'agriculteurs et d'ONG, des personnes politiques, des techniciens et des représentants des médias — ont ainsi eu l'occasion d'examiner les règles en place et de proposer des réformes, qui ont ensuite été débattues dans un forum ouvert à l'ensemble de la population. Malgré des divergences d'opinions, tous les groupes ont convenu que l'agriculture urbaine devait être contrôlée afin de protéger la santé des citoyens et l'environnement urbain.

Les membres du KUFALCC estiment que c'est le processus consultatif qui a permis de réconcilier les perspectives divergentes de différents groupes et de sortir de l'impasse.

### Portrait d'une agricultrice urbaine

Dire simplement d'Edith Kyeswa qu'elle est une agricultrice serait comme de définir l'eau comme étant seulement une substance incolore. Cette enseignante à la retraite est également une femme d'affaires prospère, une infatigable organisatrice communautaire et une chef de file du mouvement des femmes local.

Edith Kyeswa a été l'un des premiers producteurs maraîchers de Kampala à inciter les petits agriculteurs de la ville à adopter les cultures horticoles et à créer des points de vente pour leurs produits. Elle a également joué un rôle de premier plan dans l'établissement de chaînes de commercialisation entre producteurs et consommateurs.

Lorsqu'on lui demande de parler de ses plus grands défis, elle ne mentionne pas celui d'avoir élevé seule ses trois filles ou de leur avoir permis de faire d'excellentes études. Elle ne mentionne pas non plus les horaires surchargés que lui occasionnent ses tâches de dirigeante communautaire, de propriétaire d'une entreprise et de formatrice. Elle donne plutôt le genre de réponse qu'on s'attendrait d'un agriculteur : « C'est la terre, j'ai besoin d'une terre de meilleure qualité. Mais le fait d'avoir des vaches et du fumier aide. »



## Promouvoir des pratiques sûres

Au dire de M. Nasinyama, l'acceptation des ordonnances a transformé beaucoup de choses. Les vulgarisateurs agricoles et les techniciens vétérinaires chargés par la Ville de percevoir des amendes en cas d'activités agricoles illégales peuvent maintenant se consacrer à promouvoir des pratiques sûres et des technologies éprouvées. »

Certaines de ces pratiques et de ces technologies sont visibles dans l'arrière-cour d'Edith Kyeswa. Ses deux vaches sont gardées dans un enclos solide construit sur une dalle de béton, qui peut facilement être nettoyée à fond. Le fumier est composté dans des fosses situées à proximité. M<sup>me</sup> Kyeswa recycle cet engrais d'excellente qualité et riche en nutriments dans son potager ou le stérilise et s'en sert pour faire pousser des champignons.

La culture des champignons est particulièrement intéressante pour les femmes, explique Stephen Muhumuza, coordonnateur de l'Association des agriculteurs du district de Kampala. « C'est une activité qui se marie très bien aux tâches courantes des femmes et, sur le marché actuel, les champignons rapportent un profit d'environ 200 %. »

## Mettre à l'essai les nouvelles règles

En guise de première étape à l'application des nouvelles ordonnances, le KUFALCC et le conseil municipal de Kampala ont élaboré des versions vulgarisées en langues locales. La municipalité octroiera également des permis d'occuper temporaires aux agriculteurs. Les représentants municipaux ont prévu une période de grâce afin de donner aux agriculteurs et à tous ceux qui travaillent dans le secteur de la transformation la possibilité de modifier leurs pratiques pour en assurer la conformité aux nouvelles normes sanitaires.

« On a également demandé au KUFALCC de mettre les ordonnances à l'essai afin d'évaluer les difficultés d'application », explique M. Nasinyama. Les données sur les activités agricoles menées dans les zones pilotes sont recueillies grâce à des relevés sur le terrain et à des systèmes d'information géographique (SIG). En bout de ligne, une base de données sur les agriculteurs et les commerçants de Kampala regroupera l'information sur les types d'activités et les endroits où elles sont pratiquées.

« La conception d'un système bien adapté à la nature très variée des formes et des activités d'agriculture urbaine représente tout un défi, explique M. Ludowa. Lorsque nous avons élaboré les ordonnances, nous n'avions pas pensé aux gens qui gardent des serpents, mais il s'en trouve ! L'agriculture urbaine est également un processus très dynamique, ajoute-t-il. Des activités qui existent aujourd'hui auront peut-être disparu demain. Mais au fil des leçons que nous apprenons, nous devrions élaborer un mécanisme qui permettra d'introduire efficacement les ordonnances. »



Kevin photo credit please

## Coup d'œil sur l'aviculture

Shillah Kabugo a une ferme avec vue. Sise sur une pente douce à la périphérie de Kampala, elle surplombe le lac Victoria. Le panorama qui s'offre à ses yeux est peut-être bucolique, mais l'endroit est une véritable entreprise avicole.

« J'ai renoncé à une carrière en dentisterie pour devenir avicultrice », dit-elle.

Les entreprises du genre de celle de Shillah Kabugo fournissent 70 % des produits avicoles consommés dans la ville. M<sup>me</sup> Kabugo est une citadine et une autodidacte; et, de toute évidence, elle apprend vite. Ses reproducteurs sont importés de Zambie, parce que les volailles de ce pays sont plus robustes et peuvent être mises en marché plus rapidement que la variété locale courante. Ses poulaillers sont toujours très propres; les employés doivent porter des bottes de caoutchouc et se tremper les pieds dans un désinfectant chaque fois qu'ils entrent ou sortent. La nourriture des volailles est préparée sur place, selon les critères de M<sup>me</sup> Kabugo; les quantités fournies sont bien précises, afin de contrôler le gain de poids des volailles.

« Elles engraisent rapidement, dit-elle, mais seulement au cours des six premiers mois. »

Par la suite, la vitesse de conversion des aliments en protéines animales baisse considérablement. Tant et si bien que M<sup>me</sup> Kabugo renouvelle son poulailler de 1 000 volailles deux fois par année.

Selon Stephen Muhumuza, coordonnateur de district pour l'Association des agriculteurs du district de Kampala, des entreprises comme celle de Shillah Kabugo sont très bien adaptées au contexte urbain. Elles exigent relativement peu d'espace et sont situées à proximité des marchés, ce qui permet de réduire ou même d'éliminer une grande partie des coûts de transport. Étant donné que les marges bénéficiaires sont très minces dans l'industrie avicole ougandaise, ces économies permettent aux agriculteurs urbains d'en tirer un meilleur bénéfice que leurs homologues des régions rurales.

Les femmes sont nombreuses à élever des volailles et à cultiver des champignons, parce qu'elles peuvent pratiquer ces activités à la maison tout en continuant de vaquer à leurs tâches ménagères.



Les autorités municipales devront aussi investir dans l'infrastructure nécessaire pour administrer les nouveaux règlements, souligne M. Nasinyama. Les citoyens devront obtenir un permis pour tous les animaux de compagnie, mais pour l'instant, il existe très peu d'endroits où ils peuvent se le procurer. En plus d'améliorer les fourrières existantes, il faudra en construire de nouvelles pour les animaux errants ou le bétail qui broute en bordure des routes. »

Cependant, la plus grande difficulté qui attend les autorités municipales pourrait bien être de se gagner la confiance des citoyens, estime M. Lubowa. « Dès qu'il est question de permis et de droits, les gens deviennent réticents. Après des années d'incurie gouvernementale, la population en est venue à refuser de payer pour quoi que ce soit, parce que le gouvernement ne donnait rien en retour. »

## Partager de maigres ressources

« À Kampala, l'agriculture est avant tout limitée par la pénurie de terrains, soutient Stephen Muhumuza. Les terrains sont tellement convoités que l'agriculture est devenue une activité de transition. C'est beaucoup plus payant pour les propriétaires de construire un immeuble sur leur terrain que de le cultiver. L'agriculture rivalise donc avec de nombreux projets de développement industriel et immobilier pour l'accès aux terrains. »

À Kampala, la gestion des terrains est un enchevêtrement de modes d'occupation coutumiers, coloniaux et modernes. De l'avis des agriculteurs, les procédures actuelles d'accès au sol à Kampala sont « bureaucratiques, très longues et très complexes ».

Les nouvelles ordonnances visent à protéger les terres humides, les ceintures de verdure, les zones réservées aux abords des routes et les canaux de drainage, ce qui restreint encore davantage les zones accessibles aux agriculteurs urbains. Les agriculteurs doivent obtenir l'autorisation du conseil pour pratiquer l'agriculture sur d'anciens terrains industriels ou sur tout autre terrain susceptible d'être contaminé. Il ne fait pas de doute qu'il faut de telles restrictions, mais raison de plus pour se doter d'une politique et de lignes directrices claires en matière d'utilisation du sol qui intègrent l'agriculture urbaine, d'autant plus que cette pratique est censée profiter aux citadins pauvres.

À l'instar de bien d'autres femmes, Edith Kyeswa doit faire face à un obstacle supplémentaire découlant de la coutume qui veut que les titres fonciers soient transmis de père en fils, aux frères du mari décédé ou à un autre homme de la famille. Au mieux, une femme peut être copropriétaire avec son mari. Les groupes de femmes de l'Ouganda militent pour faire modifier ces pratiques.

La conception d'un cadre juridique et institutionnel pour régler ces questions contribuerait énormément à renforcer la confiance de la collectivité à l'égard des nouveaux règlements. Cela démontrerait par ailleurs clairement aux agriculteurs urbains que les anciennes attitudes se sont transformées face aux réalités nouvelles.

*Cette étude de cas a été rédigée par Kevin Conway de la Division des communications du CRDI.*

[www.crdi.ca/un\\_focus\\_villes](http://www.crdi.ca/un_focus_villes)

## Renseignements

Associate Professor George Nasinyama  
Department of Veterinary Public Health and  
Preventive Medicine  
Faculty of Veterinary Medicine  
Makerere University  
PO Box 7062  
Kampala, Uganda

TÉL. : 256-41-531-869

TÉLÉC. : 256-41-554-685

COURRIEL : [info@kufsalccurbanharvest.or.ug](mailto:info@kufsalccurbanharvest.or.ug)  
[nasinyama@vetmed.mak.ac.ug](mailto:nasinyama@vetmed.mak.ac.ug)

SITE WEB : [www.kufsalccurbanharvest.or.ug](http://www.kufsalccurbanharvest.or.ug)



Pauvreté urbaine et environnement

**Centre de recherches pour le développement international**

BP 8500, Ottawa (Ontario)  
Canada K1G 3H9

TÉL. : +1 (613) 236-6163

TÉLÉC. : +1 (613) 567-7749

COURRIEL : [upei@idrc.ca](mailto:upei@idrc.ca)

WEB : [www.crdi.ca](http://www.crdi.ca)

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) est une société d'État créée par le Parlement du Canada en 1970 pour aider les scientifiques et les collectivités des pays en développement à trouver des solutions à leurs problèmes économiques, sociaux et environnementaux. L'appui du CRDI sert à consolider la capacité de recherche indigène afin d'appuyer les politiques et les technologies susceptibles de contribuer à l'édification, dans les pays du Sud, de sociétés plus saines, plus équitables et plus prospères.